

Séance ordinaire du lundi 11 décembre 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le onze décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY ayant donné pouvoir à Agnès ROBIN, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Caroline DUFOIX, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Jean-Dominique DELAVEAU, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE.

Absents / Excusés :

Stéphanie JANNIN, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Fatma NAKIB, Joëlle URBANI

Opération Hôtel des Sécurités - Programme - Budget alloué - Modalités du concours - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier a souhaité faire de la sécurité une priorité de ce mandat. Une politique publique de sécurité s'organise à partir de moyens humains, techniques, technologiques, dans le cadre de synergies entre ces différents outils et les partenaires qui contribuent aux réponses adaptées pour chacun des quartiers du territoire communal. Pour faire face aux différents enjeux, qu'ils soient techniques, sanitaires, naturels ou encore sociétaux auxquels nous sommes régulièrement confrontés la Ville de Montpellier doit se doter d'une nouvelle organisation opérationnelle.

Parce que la protection des administrés nécessite des réponses pluridisciplinaires et co construites, elle ne se résume pas à la seule Police Municipale, même si celle-ci représente un maillon essentiel de la réponse. La réorganisation de l'administration engagée en début de mandat a permis de rassembler au sein d'un même pôle l'ensemble des services et directions contribuant à la protection des populations. Le Pôle des Sécurités et de la Tranquillité Publique (PSTP) a vu ses moyens considérablement augmentés depuis ces 3 dernières années afin de garantir le service attendu par les administrés et accompagner les différentes politiques publiques nécessaires aux développements et enjeux croissants du territoire.

En réunissant :

- La Direction Déléguée de la Police Territoriale composée de la Police Municipale de Montpellier, et de la Police Métropolitaine des Transports ;
- La Direction Déléguée de la Régulation du Domaine Public et des Mobilités ;

- La Direction Déléguée Santé Publique et Environnementale ;
- La Mission Supervision et Vidéosurveillance ;
- La Mission Sécurité Civile, en charge notamment de l'animation de l'astreinte communale, du Plan Communal de Sauvegarde et très prochainement du Plan Intercommunal de Sauvegarde ;
- La Mission Prévention de la Délinquance ;
- Le service Ressources.

Le PSTP met en œuvre, en lien avec les services de l'Etat, les autres pôles de l'administration et les différents partenaires, une politique de sécurité, de prévention, de gestion de l'espace public et de gestion de crise, quelle qu'en soit sa nature.

Les multiples partenariats mis en œuvre depuis le début du mandat, plus particulièrement avec la Direction départementale de la sécurité publique de l'Hérault (DDSP 34), la Gendarmerie, la Préfecture de l'Hérault, le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS 34), le transporteur TaM, les bailleurs par le biais de la nouvelle brigade du logement social, ont généré des dispositifs et des procédures de plus en plus nombreux. C'est pourquoi, fort de ces évolutions sans précédent, il a émergé la nécessité de rassembler au sein d'un même ensemble immobilier les moyens humains, techniques, matériels et technologiques contribuant au continuum de sécurité, et ainsi consolider par ce rapprochement les coopérations désormais installées.

Par ailleurs, fort de l'augmentation croissante des moyens humains et matériels dédiés à la sécurité, ce projet s'inscrit dans une gestion active du patrimoine de la Ville en libérant à cette occasion un certain nombre d'espaces répartis au sein de différents sites :

- 4 niveaux des locaux Pagezy (ancien Hôtel de Ville) ;
- Le niveau-1 de l'Hôtel de Ville ;
- Les locaux de la Police Métropolitaine des Transports sis Echelles de la Ville ;
- Les locaux de la Mission Prévention de la Délinquance sis place du Nombre d'Or.

Le projet de ce nouvel Hôtel des Sécurités vise à permettre les développements technologiques attendus en matière de sécurité, de tranquillité et de gestion des risques pour les années à venir. C'est ainsi que cet ensemble immobilier accueillera également le Poste Central d'exploitation de la TaM et sera dimensionné pour accueillir les évolutions nécessaires aux futurs besoins prévisibles, tels que l'évolution de la vidéo surveillance, des effectifs et de la salle de gestion des crises. Par ailleurs, en créant des surfaces de planchers supplémentaires de bureaux standards il offrira une possibilité de location à des partenaires de la sécurité, contribuant par la même à l'amortissement de ce projet ambitieux.

Conformément aux dispositions des articles L.300-3 du Code de l'urbanisme, la Ville de Montpellier a donc décidé, par décision n° VD2022-350 en date du 8 septembre 2022 de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser les études préalables en vue de la construction d'un Hôtel des Sécurités, en son nom et pour son compte. Ces études ont conforté le choix d'implantation du nouvel équipement au sein de la ZAC Parc 2000, en lieu et place du bidonville historique dit « *de Celleneuve* ». Les études ainsi menées ont permis également de définir un niveau de faisabilité satisfaisant sur ce site, et de consolider le programme général de l'opération.

Ce programme détaille les conditions de réalisation de ce bâtiment avec une assiette foncière de 9 102 m², pour une surface de plancher d'environ 7772 m² dédiés à l'Hôtel des Sécurités (HDS), et d'environ 600 m² dédié au PC TaM et 423 places de stationnement. Cette opération prévoit également la création d'environ 4 900 m² de surface de plancher supplémentaire de bureaux standard qui pourront dégager un loyer potentiel pour la ville.

Le projet devra prendre en compte les grands principes d'aménagement suivants :

- Souscrire à une ambition architecturale et des ambitions environnementales élevées ;
- Respecter la RE 2020 et s'inscrire dans une démarche environnementale avec un référentiel de type BDO Argent ;
- S'inscrire dans une démarche d'innovation (Innovation de conception, de performance, d'usage et de technologie).

Les études diverses (aide à la programmation, et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour le développement durable) permettent d'établir un budget prévisionnel global de l'opération estimé à 55,408 M € HT, hors révision de prix. La livraison prévisionnelle de l'équipement interviendra durant l'année 2028.

Le contrat de mandat de réalisation des travaux, confié à la SA3M, est conclu pour une durée allant de sa date de notification jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux, le cas échéant, jusqu'à l'expiration de la prolongation éventuelle de ce délai en cas de réserves non levées à cette date ou de désordres apparus pendant ce délai et non réparés.

Enfin, il convient également d'engager la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter 10 à 14 % du montant des travaux. Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment, avec notamment les missions complémentaires SSI (coordination en matière de Système de Sécurité Incendie), et SYN (Synthèse)...

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux dispositions de l'article R.2172-1 et suivants du Code de la commande publique. A l'issue du classement des candidatures, au maximum trois candidats seront admis à présenter une offre de niveau esquisse + (ESQ +) sur la base du programme technique détaillé de l'opération. Le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 165 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le lancement de l'opération, le programme, le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre et de dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 165 000 € HT ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 22 décembre 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 décembre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 428749_HDS MONTPELLIER_PROGRAMME FONCTIONNEL- V1.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.